

-
- Les bouddhistes en première ligne contre l'autoritarisme
 - Bush valide des sanctions contre la junte birmane
 - Le rapporteur de l'ONU sur la Birmanie autorisé à visiter le pays
-

Les bouddhistes en première ligne contre l'autoritarisme

Metro_31 juillet 2008

Christiane Amanpour, journaliste vedette de CNN, a enquêté sur les rapports des bouddhistes tibétains et birmans avec le pouvoir.

Dates de diffusion de "Buddha's warriors": samedi 2 août à 16h et 21h ; dimanche 3 août à 21h sur CNN International.

Pourquoi avoir choisi d'enquêter sur le bouddhisme et ses rapports au politique ?

Parce que lorsque nous avons fait l'an dernier la trilogie sur les guerriers de Dieu, nous avons reçu de nombreux réactions positives mais aussi un commentaire nous suggérant d'enquêter également sur les religions fondées sur la paix et la non violence, comme le bouddhisme.

On a pensé que c'était une bonne idée. C'est à ce moment là que s'est produite la révolution de Safran en Birmanie [septembre 2007, quand les moines ont manifesté pour réclamer de la nourriture, ndr]. Se profilaient aussi déjà à l'horizon les jeux olympiques en Chine, vraie opportunité pour le mouvement tibétain de faire entendre sa voix. Dans notre enquête, nous avons cherché à comprendre comment des gens engagés dans la non violence font pour combattre les régimes autocratiques, sans les armes. Et dans ce combat, nous avons découvert que les bouddhistes sont en première ligne.

Qu'est ce que les gouvernements chinois et birman ont tant à craindre des bouddhistes pour les museler de la sorte ?

Les moines bouddhistes sont à la tête des mouvements populaires, c'est ce qui inquiète le pouvoir. Par exemple, en Birmanie, quand le cyclone Nargis s'est abattu sur le pays, ce sont les moines qui ont aidé la population. Pas le régime, dont la faiblesse est à cette occasion apparue au grand jour. La junte au pouvoir était uniquement préoccupée par le référendum qu'elle avait organisé. Très peu de Birmans sont allés voter mais ça n'avait pas vraiment d'importance, les fonctionnaires ont voté pour eux, si vous voyez ce que je veux dire...

Peut-on faire une différence entre les rapports qu'entretiennent les bouddhistes birmans avec la politique et ceux opposant les bouddhistes tibétains au pouvoir chinois ?

La différence, à mon sens, est que les bouddhistes tibétains ont un leader reconnu, le dalaï-lama, engagé dans la non violence et qui a des revendications claires. Depuis des années, il a abandonné l'idée d'obtenir l'indépendance complète et prône l'autonomie, qu'il espère obtenir en dialoguant avec la Chine. Mais il rencontre actuellement quelques difficultés : une partie de sa communauté en exil est tentée par la dissidence, souhaite cesser le dialogue pour agir contre le gouvernement chinois. La jeune génération de bouddhistes est impatiente et très frustrée. Le dalaï-lama leur rétorque qu'ils n'ont pas d'armée et qu'il faut persuader les Chinois de leur concéder l'autonomie...

En Birmanie, en septembre 2007, c'était la première fois depuis que la junte est au pouvoir [depuis 1962, ndr] que les moines sont descendus dans la rue pour mener la contestation. Ils en ont payé le prix et ont été violemment réprimés. Encore maintenant, ils continuent leur lutte en refusant par exemple les dons

que leur font les militaires. Chez les bouddhistes, donner aux religieux est un moyen d'obtenir des « bons points » pour sa réincarnation future. On verra bien si cela est un moyen de pression efficace.

[Click here](#)

Avez-vous rencontré des bouddhistes extrémistes ?

Non. Même parmi les Tibétains, les jeunes restent très attachés au dalaï-lama. Ils ont tous le même but, mais ne sont pas d'accord sur la tactique à mettre en œuvre pour l'atteindre. Certains se demandent s'il ne serait pas dans l'intérêt des Chinois de négocier avec le dalaï-lama, car une fois qu'il ne sera plus de ce monde, les Chinois risquent d'être confrontés à des interlocuteurs aux revendications plus radicales.

Dans les deux cas, quelle évolution vous semble probable dans les années à venir?

Pour la Birmanie, il a été évoqué que la grande figure de l'opposition démocratique au régime et prix Nobel de la paix 1991, Aung San Suu Kyi, pourrait, dans les mois qui viennent, ne plus être assignée à résidence. Le dialogue entre la junte et l'opposition pourrait alors reprendre. Au Tibet, le dalaï-lama risque de camper sur sa position jusqu'à son retrait de la politique ou son décès. Après ? La grande question est de savoir si les Chinois vont, comme ils l'ont promis, engager de vraies discussions avec la communauté tibétaine et concéder une forme d'autonomie, culturelle ou religieuse, à la province.

Bush valide des sanctions contre la junte birmane

AP_30 juillet 2008

Le président américain George W. Bush a signé mardi un projet de loi autorisant le gel des avoirs financiers des dirigeants politiques et militaires birmans et interdisant l'importation de rubis et de jade birmans aux Etats-Unis.

Washington prête une attention particulière à Rangoon, notamment depuis le passage du cyclone Nargis sur le pays début mai, une catastrophe à laquelle le gouvernement birman avait réagi avec lenteur et inefficacité malgré l'ampleur des dégâts matériels et humains. Washington reproche au régime corrompu de n'être pas venu en aide à ses citoyens pendant le désastre, en refusant notamment toute aide humanitaire étrangère. La Maison blanche condamne également la répression menée contre une manifestation de moines bouddhistes en faveur de la démocratie en septembre.

Le texte signé par George W. Bush durcit des sanctions déjà votées par le Congrès américain en 2003. "Concernant le régime birman, notre message est: les Etats-Unis croient en la démocratie et en la liberté", a déclaré le chef d'Etat américain. La Birmanie produit 90% des rubis mondiaux et est un exportateur important de pierres précieuses et de jade. Ce commerce fournit des revenus essentiels à la junte. Le gouvernement américain espère que les sanctions adoptées par Washington exerceront une pression financière suffisante sur Rangoon pour inciter le régime à s'ouvrir à un mode de gouvernement civil et démocratique.

Le rapporteur de l'ONU sur la Birmanie autorisé à visiter le pays

Le Monde_31 juillet 2008-08-01

Le nouveau rapporteur de l'ONU pour les droits de l'homme en Birmanie, M. Tomas Ojea Quintana, a été autorisé par la junte militaire à visiter le pays du 3 au 7 août prochain, a annoncé l'ONU jeudi à Genève. "A l'invitation du gouvernement du Myanmar (Birmanie), le Rapporteur spécial de l'ONU sur la

situation des droits de l'homme au Myanmar, Tomas Ojea Quintana, va mener sa première mission au Myanmar du 3 au 7 août 2008", a indiqué le Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme dans un communiqué.

"Le rapporteur spécial a demandé à rencontrer des responsables officiels et des chefs d'institutions de l'Etat, ainsi que des représentants de groupes ethniques, de partis politiques, de groupes religieux, de la société civile, d'ONG et des organes de défense des droits de l'Homme", a précisé le Haut commissariat. M. Ojea Quintana a également demandé à "visiter Rangoun et les régions frappées par le cyclone Nargis et à se rendre dans les Etats de Kayin et de Rakhine", selon le communiqué qui souligne le désir du Rapporteur spécial d'engager un "dialogue constructif avec les autorités". Les autorités militaires birmanes ont obstinément refusé de délivrer un visa au précédent Rapporteur spécial sur les droits de l'Homme en Birmanie pour une visite de suivi de son voyage de novembre 2007, mené après la répression des manifestations de septembre.

- Aung Suu Kyi ne sera pas relâchée dans 6 mois, corrige un ministre singapourien
- Droits de l'Homme: La Birmanie "gravement en décalage" (Rice)
- Birmanie : Porte-parole du secrétaire général de l'ONU

Aung Suu Kyi ne sera pas relâchée dans 6 mois, corrige un ministre singapourien

AP_22 juillet 2008

Le ministre birman des Affaires étrangères a déclaré que l'opposante et Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi pouvait rester légalement en détention jusqu'à la fin de l'année 2009 et non pas jusqu'en décembre prochain comme il a été dit à l'issue d'un dîner de l'ASEAN dimanche, ont corrigé des responsables singapouriens mardi. Un responsable du ministère des Affaires étrangères de Singapour a expliqué que le chef de la diplomatie birmane Nyan Win a été mal compris par ses neuf homologues de l'Association des nations d'Asie du sud-est.

Le chef de la diplomatie singapourienne George Yeo a rapporté dimanche des propos de son homologue birman expliquant que la loi birmane interdit que la détention d'un prisonnier excède six ans. "Et il nous a dit que cette limite de six ans sera atteinte d'ici environ six mois", a déclaré le ministre. Invité à préciser si cela signifiait que l'opposante birmane pourrait être remise en liberté, Yeo a répondu: "Ce n'est pas une déduction inexacte". Mais dans son édition de mardi, le quotidien "Straits Times" cite George Yeo précisant que la période de six ans se terminerait six mois après mai 2009, compte tenu de l'année de détention supplémentaire décidée récemment par la junte. Les ministres ont "mal compris" Nyan Win, déclare Yeo dans les pages du journal.

Le ministère de George Yeo a confirmé ses propos. Aung San Suu Kyi, 63 ans, a passé plus de 12 ans des 18 dernières années en détention depuis que son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a largement remporté les législatives de 1990, un scrutin aussitôt invalidé par la junte.

Droits de l'Homme: La Birmanie "gravement en décalage" (Rice)

Angola News_24 juillet

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a estimé jeudi que la Birmanie restait "gravement en décalage" avec la communauté internationale, malgré sa ratification d'une charte censée promouvoir les droits de l'Homme. "La charte de l'Asean aspire à l'Etat de droit, aux droits de l'Homme, à un développement plus pluraliste des systèmes politiques, à l'intégration des Etats dans la communauté internationale et la Birmanie est en décalage, gravement en décalage", a-t-elle déclaré en marge du Forum sur la sécurité en Asie (ARF).

La ratification de la charte de l'Asean par la Birmanie est intervenue lundi, alors que la junte au pouvoir dans le pays se faisait taper sur les doigts sur la question des droits de l'Homme par l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean). Jeudi, Mme Rice a aussi de nouveau fustigé le blocage initial, par la junte, de l'aide internationale aux sinistrés du cyclone Nargis. La catastrophe, survenue début mai, a fait 138.000 morts ou disparus. "On se demande comment la communauté internationale a pu rester là et

permettre que cela arrive", a déclaré Mme Rice. Pour débloquer la situation et permettre l'entrée de l'aide, le bloc a joué "un rôle utile", mais "cela n'aurait jamais dû se passer comme ça au début", a-t-elle souligné, demandant aussi à l'Asean de faire pression sur la junte pour obtenir "la libération de (l'opposante) Aung San Suu Kyi" et une "réelle opposition" dans le pays.

Point de presse quotidien du bureau de la porte-parole du secrétaire général de l'ONU

Communiqué de presse_22 juillet 2008

Myanmar

En réponse à des questions, le Secrétaire général prend note des préoccupations soulevées dans la lettre datée du 21 juillet 2008. Le Secrétaire général a clairement indiqué que le processus au Myanmar devait être crédible et inclusif. Son Envoyé spécial a également souligné ce point à plusieurs reprises, notamment quand il a rencontré la Ligue nationale pour la démocratie et d'autres personnes. Son Envoyé spécial prévoit de discuter davantage de ces préoccupations lors de sa prochaine visite au Myanmar en août, au cours de laquelle il devrait rencontrer toutes les parties prenantes au processus politique au Myanmar. Par ailleurs, le Secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires, John Holmes, est arrivé au Myanmar aujourd'hui pour une visite de trois jours qui doit lui permettre d'évaluer les progrès des opérations de secours et de reconstruction, depuis sa dernière visite fin mai.

M. Holmes s'est rendu dans plusieurs communautés du delta Ayeyarwady ce matin et a pu voir, par hélicoptère, comment l'agriculture ainsi que d'autres activités reprenaient. Il a noté que des progrès considérables avaient été faits depuis sa dernière visite. Il a affirmé qu'il fallait maintenant atteindre les communautés les plus vulnérables dans les zones isolées. Demain, M. Holmes rencontrera la communauté humanitaire et les donateurs à Yangon. Jeudi, il doit se rendre dans la capitale, Nay Pyi Taw, pour des consultations avec le Gouvernement.

- La Birmanie doit libérer ses prisonniers politiques

- Deux mois après le cyclone Nargis, une situation encore précaire pour les sinistrés

La Birmanie doit libérer ses prisonniers politiques

Romandie_18 juillet 2008

Des hauts-représentants de pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) ont estimé vendredi que la Birmanie devrait relâcher tous ses prisonniers politiques, dans une rare recommandation à leurs ministres des Affaires étrangères.

Lors d'une réunion préparatoire à une réunion ministérielle qui débutera dimanche soir à Singapour, ces "hauts-responsables ont appelé à la libération de tous les prisonniers politiques", a indiqué un responsable de l'Asean sous couvert d'anonymat. Cette recommandation, exceptionnelle pour un bloc attaché au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres et à qui l'on reproche régulièrement d'être trop conciliant face aux violations répétées des droits de l'Homme par la junte birmane, peut être amendée par les ministres.

Les décisions et déclarations sont toujours adoptées par consensus des dix membres de l'Asean, dont fait partie la Birmanie. "Nous sentions que nous devons dire un peu plus que d'habitude", a poursuivi le responsable.

La plus célèbre des détenus politiques en Birmanie est la Lauréate du Prix Nobel de la Paix en 1991, Aung San Suu Kyi, vainqueur des élections législatives en 1990, et depuis lors assignée à résidence la plus grande partie du temps.

La recommandation inclut également un appel à la junte birmane pour qu'elle "fasse un pas significatif dans sa feuille de route vers la démocratie".

L'Asean, fondée en 1967, regroupe aujourd'hui la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, les Philippines, Brunei, le Vietnam, le Laos, la Birmanie et le Cambodge.

Birmanie : 2 mois après le cyclone Nargis, une situation encore précaire pour les sinistrés

News Press_ 17 juillet 2008

Deux mois après le passage du cyclone Nargis, l'urgence a laissé place à la reconstruction mais la situation du peuple birman est toujours préoccupante. Médecins du Monde poursuit ses opérations sur le terrain : cliniques mobiles auprès des populations les plus isolées, éducation à la santé et veille épidémiologique.

Présent depuis 15 ans en Birmanie, Médecins du Monde s'est mobilisé dès le lendemain du passage du cyclone et a déployé des cliniques mobiles dans la division de Rangoon et dans le delta de l'Irrawaddy. A ce jour, Médecins du Monde concentre ses activités auprès des populations isolées de la grande périphérie de Rangoon et du delta de l'Irrawaddy afin de rétablir un accès aux soins de santé primaires et à l'eau. Cinq équipes médicales mobiles, composées essentiellement de personnel national, ont ainsi été formées et déployées dans les zones affectées. Deux sillonnent la division de Rangoon et trois circulent dans le delta de l'Irrawaddy -divisions de Pyapon, Dedaye et Bogale -, où 95 % des villages ont été détruits. Six sages-femmes ont également été recrutées par MdM et ont reçu une formation complémentaire afin d'assurer un suivi des femmes enceintes lors des consultations mobiles.

Deux expatriés MdM, spécialisés dans les situations de catastrophes naturelles, ont reçu les autorisations pour sortir de la capitale et se rendre, accompagnés par des agents de liaison, dans le delta de l'Irrawaddy pour y effectuer une évaluation rapide et rencontrer les autorités locales. Les équipes ont assuré environ 2 000 consultations par semaine. Les pathologies rencontrées sont principalement des infections respiratoires et cutanées, des diarrhées, des blessures liées au cyclone et des cas de malnutrition modérée. MdM a également mis en place un système de surveillance épidémiologique et nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans.

L'eau stagnante accumulée dans les « ponds » (réservoirs naturels d'eau) et les conditions de vie précaire ont fortement augmenté le taux d'incidence de la malaria et de la dengue (les cas de dengue ont doublé par rapport à l'an passé). Pour pallier ce problème sanitaire, Médecins du Monde mène un programme d'éducation à la santé pour sensibiliser la population birmane aux bonnes pratiques de stockage de l'eau de pluie et au nettoyage des réservoirs d'eau, salinisés. Les mois à venir seront effectivement cruciaux. Le risque humanitaire sera à évaluer dans 3 mois, à la fin de la mousson et dépendra des capacités locales à cultiver les terres, semer et récolter. L'arrivée de la saison sèche, en septembre, nécessitera donc une surveillance étroite des indicateurs de nutrition et de maladies à potentiel épidémique.

-Le G8 demande à la Birmanie d'autoriser l'aide internationale

-L'état de santé du journaliste U Win Tin, détenu depuis 19 ans, s'est récemment dégradé

-Birmanie: procès de 14 opposants du parti de Suu Kyi

Le G8 demande à la Birmanie d'autoriser l'aide internationale

Paris Match - 27 juin 2008

Les ministres des Affaires étrangères du G8 ont demandé à la Birmanie de lever toutes les restrictions entravant l'acheminement de l'aide aux victimes du cyclone et de libérer les détenus politiques, dont Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix.

Les ministres des huit nations industrialisées ont "appelé les autorités en Birmanie à lever toutes les restrictions sur l'acheminement de l'aide et d'améliorer l'accès des travailleurs étrangers aux zones touchées" par le cyclone.

L'état de santé du journaliste U Win Tin, détenu depuis 19 ans, s'est récemment dégradé

Tribune des droits Humaines - 7 juillet 08

Reporters sans frontières et la Burma Media Association appellent à la libération immédiate du célèbre journaliste U Win Tin dont l'état de santé s'est dégradé au cours des derniers jours. Il souffre actuellement de problèmes pulmonaires, avec des crises d'asthme sévères qui l'empêchent de dormir et

de s'alimenter normalement. Il est apparu maigre et affaibli à l'un de ses proches, qui a pu lui rendre visite le 28 juin 2008. "Alors que, le 4 juillet, cela fera exactement dix-neuf ans que les militaires birmanes ont arrêté U Win Tin, la dégradation de son état de santé rend sa libération urgente. Le gouvernement a la responsabilité de protéger la vie de ses citoyens. Celle de U Win Tin est en danger. Il doit être transféré, libre, dans un hôpital au plus vite", ont affirmé les deux organisations.

Au moins dix journalistes et un blogueur sont actuellement emprisonnés en Birmanie.

Déjà, en janvier 2008, U Win Tin avait été opéré d'une hernie très douloureuse. Il avait été par la suite renvoyé dans sa cellule spéciale de la prison d'Insein, près de Rangoon, après quelques jours de convalescence et des contrôles médicaux. La junte militaire n'a jamais respecté un engagement pris auprès de responsables du Comité international de la Croix-rouge (CICR), prévoyant que U Win Tin bénéficie d'une libération anticipée. Début 2007, le directeur général des prisons et le directeur d'Insein avaient refusé au journaliste cette mesure pourtant prévue par la loi, car il n'avait pas travaillé pendant sa détention. U Win Tin lui avait répondu qu'étant prisonnier politique, il ne pouvait être contraint au travail en détention.

Condamné à vingt ans de prison, notamment pour "propagande antigouvernementale", U Win Tin ne reçoit plus de visites de représentants du Comité international de la Croix-Rouge depuis le début de l'année 2006. Même si sa notoriété lui permet d'être mieux traité que la majorité des prisonniers d'opinion, son état de santé s'est lentement détérioré. Il a été victime de plusieurs malaises cardiaques et souffre d'hypertension artérielle.

En 2006, U Win Tin a reçu le prix Reporters sans frontières - Fondation de France.

Birmanie: procès de 14 opposants du parti de Suu Kyi

La Presse Canadienne - 6 juillet 2008

Quatorze opposants birmanes ont comparu au tribunal à Rangoon pour avoir manifesté le 19 juin à l'occasion du 63e anniversaire de la lauréate du Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, a affirmé samedi un responsable gouvernemental ayant requis l'anonymat. Cette source a dit ignorer quelles étaient les charges retenues, précisant seulement que "tous sont inculpés en vertu du code pénal". Le groupe composé de 13 membres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Mme Suu Kyi et d'un moine bouddhiste avait été frappé par des forces pro-gouvernementales puis détenu devant le siège du parti alors qu'il protestait contre la privation de liberté de l'opposante. Aung San Suu Kyi, qui se trouve toujours assignée à résidence aujourd'hui, a passé plus d'une douzaine des 19 dernières années en détention. La LND avait remporté les élections législatives en 1990 mais la junte militaire au pouvoir avait refusé de reconnaître cette victoire.

Un porte-parole de la LND, Nyan Win, a déclaré être au courant de la comparution de ses camarades mais ignorait s'ils avaient été inculpés ou s'il ne s'agissait que de prolonger leur détention. Les Nations unies estiment que la Birmanie comptait un millier de prisonniers politiques avant les manifestations pour la démocratie réprimées dans le sang en septembre 2007. Plusieurs centaines d'autres se seraient ajoutés au compte depuis. Vendredi, quatre autres membres de la Ligue arrêtés en mars ont été condamnés à des peines d'un an de prison pour avoir fait campagne pour le "non" au référendum de mai sur le projet de Constitution du gouvernement militaire, selon Nyan Win. L'opposition estime que ce texte est surtout destiné à perpétuer le régime des généraux. La junte affirme que le "oui" l'a emporté à 92%.